

LORS D'UN SIT-IN EN FAVEUR DES 32 ÉMEUTIERS DE HAIZER

Huit militants interpellés par la police et un neuvième blessé évacué à l'hôpital

Huit militants parmi les dizaines de citoyens venus apporter leur soutien aux 32 émeutiers de Haizer qui comparaissent ce jeudi au tribunal de Bouira, ont été violemment embarqués par les forces de police, alors qu'un neuvième, militant du RCD, a été blessé lors de ces bousculades et s'est retrouvé avec une jambe en plâtre. Tel est le bilan de la répression policière qui s'est abattue ce jeudi à Bouira sur des militants issus de divers horizons.

Des militants parmi lesquels on pouvait citer les deux présidents des bureaux régionaux RCD de Bouira et d'Alger-Est, des secrétaires nationaux et des élus, mais aussi de simples militants de ce parti, ainsi que ceux du MAK, du mouvement associatif et de simples militants de la démocratie ou des parents venus s'enquérir du procès de leurs enfants.

Tout ce beau monde répondait à un appel de solidarité émis par le comité de crise, né juste après la convocation début octobre dernier des 32 jeunes de Haizer par le juge d'instruction, accusés d'avoir été derrière les troubles qui avaient émaillé l'élection présidentielle du 17 avril dernier dans un centre de vote du chef-lieu de daïra, situé à 10 kilomètres à l'est de Bouira, sur la RN33.

Ce jeudi, alors que ces jeunes étaient à l'intérieur de la salle d'audience pour répondre de plusieurs chefs d'inculpation lancés contre eux dont agression des agents de l'ordre, empêchement du bon déroulement

d'une opération électorale, destruction de biens d'autrui, etc., des dizaines de citoyens étaient à l'extérieur en train d'observer un sit-in de solidarité avec deux banderoles déployées sur lesquelles on pouvait lire «à bas la répression» et l'autre en tamazight, «L'haq amek Ara yili, ma hkemnagh wid it ettun» (comment aurait-on une justice quand nos gouvernants font partie de ceux qui oublient).

Des militants qui entonnaient des slogans hostiles au pouvoir et qui sont largement entendus depuis la salle des audiences. Tout était calme jusqu'à l'arrivée des renforts de police qui, sans ménagement, usèrent de leurs matraques et embarquèrent ceux qui étaient devant.

Huit militants furent acheminés vers les locaux de la première Sûreté urbaine, alors qu'un neuvième, handicapé de son état, bousculé, se retrouvera avec une luxation de la rotule qui a nécessité sa mise sous plâtre à l'hôpital.

Cela étant, à l'intérieur, le procès



Des militants venus soutenir leurs camarades ont été violemment dispersés.

se poursuivait avec le réquisitoire du procureur qui demandait une année de prison ferme et 20 000 dinars d'amende pour chacun des 32 émeutiers, et le collectif des avocats qui s'est constitué pour défendre la cause de ces jeunes.

Lors de sa plaidoirie, maître Lila Hadj Arab du RCD a démontré un vice de procédure avec ce cas unique dans les annales de la justice algérienne qui a refusé de donner au collectif un exemplaire de la vidéo sur laquelle le dépôt de plainte s'est basé. Maître Hadj Arab démontrera également l'autre vice de procédure qui consiste sur cette déposition

acceptée par la justice alors que la vidéo a été faite sans l'aval du procureur de la République ; ensuite l'accusation portant sur un groupe de manifestants, alors que la loi exige un dépôt de plainte nominatif ; ce qui n'est pas le cas dans l'affaire des 32 accusés qui étaient appelés à la barre.

Aussi, pour toutes ces raisons, l'avocate qui plaidera pour l'ensemble des émeutiers demandera la libération de ces jeunes. D'autres avocats se sont succédé à la barre pour démontrer la caractère politique de cette affaire, en citant le cas des jeunes arrêtés au même moment à la

sortie du tribunal et qui pouvaient se retrouver dans quelques jours devant le juge, alors qu'ils ne faisaient qu'exprimer pacifiquement une opinion garantie par la Constitution du pays.

A la fin de ces plaidoiries, le juge annoncera la date du 27 novembre prochain pour le verdict final, alors que les huit personnes interpellées seront libérées un peu plus tard dans l'après-midi.

Pour rappel, le 17 avril dernier, jour de l'élection présidentielle, des émeutes avaient éclaté dans plusieurs communes de la wilaya de Bouira comme El-Esnam, Saharidj, M'chédallah, Raffour et Haizer.

A Saharidj, M'chédallah et Raffour, des urnes avaient été saccagées et à Raffour, des émeutes avaient eu lieu pendant toute la journée avec même des blessés graves parmi les manifestants et les gendarmes. Cependant, malgré cette violence, aucun jeune émeutier n'avait été poursuivi en justice.

La proclamation des résultats qui avaient consacré la victoire d'Abdelaziz Bouteflika pour un 4^{ème} mandat avait signé la fin des hostilités avec une sorte d'amnistie tacite et un classement définitif du dossier de ces événements. Sauf qu'à Haizer, six mois après, le dossier a été ravivé sans que personne ne sache comment ni pourquoi.

Y. Y.

SÉCURITÉ, LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ, GESTION DES CATASTROPHES NATURELLES...

La DGSN optimise l'utilisation des technologies de l'information et de la communication

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) entend optimiser l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour assurer la sécurité des personnes et des biens, mieux lutter contre toutes formes de criminalité notamment cybernétique, prévenir et gérer les catastrophes naturelles....

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général major Abdelghani Hamel, a évoqué jeudi à l'Office Riad El-Feth, en présence de la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Zohra Derdouri, à l'ouverture d'un Salon dédié sur trois jours au thème «Les TIC au service de la sécurité du citoyen».

Des TIC notamment représentées, dira M^{me} Derdouri, par l'internet, la téléphonie mobile ou fixe, les technologies de réalité virtuelle, les systèmes d'informations géographiques, la navigation géo-référencée, la vidéosurveillance, le multimédia, les serveurs, les antennes, les satellites, la fibre optique et autres autoroutes de l'information. Or, les TIC «sont certainement d'un grand apport pour la résolution des problèmes liés à la sécurité à travers la mise en œuvre de mécanismes de détection précoce des malveillances et le déploiement de système de prévention et de lutte contre l'insécurité», considère-t-elle.

Outre la formation de ses cadres et agents aux TIC et la création d'une direction centrale des moyens techniques, la DGSN s'est investie, assurera son premier responsable, dans une démarche de rationalisation, de collecte efficiente des données et d'anticipation, à même de permettre une intervention préactive, active et réactive. A ce propos, le général major Abdelghani Hamel indique l'extension du réseau de fibres optiques dont 1 000 kilo-

mètres ont été posés en 2013 et qui relie les différents services de police à la base de données centrale.

L'on évoque d'autres prestations technologiques développées, l'utilisation de caméras et d'hélicoptères et autres équipements dans le domaine de la lutte contre les infractions mais aussi pour le traitement des dossiers, la télé-surveillance des lieux publics et le maintien de l'ordre, la gestion des crises et des catastrophes naturelles...

En outre, des projets de partenariat sont en cours de concrétisation avec des établissements publics à caractère scientifique et tech-

nique, en vue d'impulser la recherche scientifique affinée, indiquera le DGSN.

En ce sens, Abdelghani Hamel estime que la loi relative à la signature et la certification électroniques, dont l'adoption parlementaire est en vue, permettra à l'institution sécuritaire d'asseoir des passerelles informatisées sécurisées avec les différents partenaires notamment les instances judiciaires, à travers l'échange électronique des dossiers.

Comme la DGSN renforce la lutte contre la cybercriminalité, sur la base de la sensibilisation et le recours à des techniques et mécanismes permettant de dénoncer les auteurs

d'actes criminels virtuels, assure son premier responsable qui estime que la modernisation et le développement technologique pourraient constituer une «atteinte aux droits d'autrui et aux mœurs, si ces technologies ne sont pas utilisées dans le cadre défini par la loi».

Notons qu'un projet de loi sur la protection des données personnelles sur Internet, la lutte contre le piratage de comptes électroniques d'appels téléphoniques est en cours d'élaboration au niveau du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, indiquera un cadre de ce ministère.

C. B.

SON PREMIER VOL INAUGURAL A EU LIEU JEUDI DERNIER

Tassili Airlines se déploie à l'international

C'est désormais officiel. La compagnie aérienne nationale Tassili Airlines (TAL) se déploie à l'international.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Jeudi dernier, elle a assuré sa première liaison sur le réseau de transport régulier international en inaugurant son premier vol vers l'Hexagone, soit une liaison régulière entre Alger et Marseille, qui se fera deux fois par semaines.

Selon les responsables de cette compagnie, «TAL effectuera cette liaison les lundi et jeudi à partir de 19h au départ d'Alger avec le retour à 21h30 de Marseille», tout en annonçant, en cette occasion «une réduction de 50% sur les prix, une promotion qui s'étendra jusqu'au 28 mars prochain».

Le ministre des Transports, Amar Ghoul, a souligné que «TAL travaillera en complémentarité avec la compagnie nationale Air Algérie». Il fera savoir «qu'avec le choix de cette destination, où rési-

de une forte communauté algérienne, Tassili Airlines s'ouvre à une nouvelle expérience en exploitant une ligne pour laquelle la demande ne cesse d'augmenter».

Le ministre des Transports a exprimé, également, sa satisfaction, tout en rappelant que Tassili Airlines «devra travailler en coordination avec Air Algérie pour desservir différentes destinations internationales comme c'est le cas pour les lignes intérieures où la compagnie a comblé un déficit flagrant en matière de transport aérien au niveau de plusieurs wilayas atteignant à ce jour 21 lignes intérieures. De son côté, le président-directeur général de TAL, Fayçal Khalil, a estimé que l'accès de la compagnie au marché international régulier constituait un autre pas dans son activité après celui des

charters qu'elle assurait depuis deux ans. L'inauguration de ce nouveau vol par TAL est un événement important pour les Algériens résidant à Marseille dont «le nombre avoisine les 200 000 ressortissants immatriculés».

La compagnie compte également ouvrir, d'ici à la fin 2014, une nouvelle ligne reliant Alger à Lyon (est de la France). L'obtention de l'accord de la Direction de l'aviation civile et de la météorologie algérienne (DACM) auprès du ministère des Transports et celui de la partie française en juin dernier, a permis à Tassili Airlines de s'ouvrir sur le réseau de transport régulier international en desservant les villes françaises de Marseille et de Strasbourg (est de la France) à partir d'Alger.

Les vols de la desserte Alger-Strasbourg-Alger sont programmés à raison de deux fréquences par semaine (lundi et jeudi) à 12h à

partir d'Alger et un retour à 15h30 de Strasbourg accompagnés également d'une tarification promotionnelle de 50% sur les prix.

Le business plan (2012-2014) de Tassili Airlines prévoyait l'introduction de la compagnie sur le réseau de transport régulier international destiné au grand public, et ce, après sa réussite sur le réseau régulier national notamment vers le sud du pays. Pour rappel, TAL avait été créée en 1998 dans le cadre d'une joint-venture entre Sonatrach et Air Algérie avant de devenir une filiale à 100% du groupe pétrolier algérien en 2005.

Avant de se lancer dans le transport domestique régulier grand public, la compagnie opérait, depuis sa création, dans le transport du personnel de Sonatrach puis dans des dessertes internationales destinées aux travailleurs de sociétés étrangères présentes en Algérie.

A. B.